

PRÉFET DE LA DRÔME

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
d'Auvergne - Rhône-Alpes

Unité inter-départementale
Drôme Ardèche

PRÉFECTURE DE LA DRÔME
Direction départementale de la protection
des populations (DDPP)
Bureau de l'environnement
33 avenue de Romans – BP96
26 904 VALENCE CEDEX 9

Subdivision 5 – Risques et agroalimentaire
Affaire suivie par : Elodie MOUROUX
Tél. : 04 75 82 46 32
Télécopie : 04 75 82 46 49
Courriel : elodie.mouroux@developpement-durable.gouv.fr

Valence, le **29 NOV. 2018**

Ref. : 20181119-RAP-DAEN0874

DÉPARTEMENT DE LA DRÔME

Société CENTRE HOSPITALIER DE VALENCE

Rapport de l'inspection des installations classées

Objet : Mise à jour de la situation administrative, cessation de la blanchisserie, dérogation

Document de référence : Courrier du 13/04/2018 et du 23/07/2018

Adresse de l'établissement : 179 bld Maréchal Juin
26000 VALENCE

Activité principale : Installations de combustion

Code S3IC de l'établissement : 103-39

Priorité DREAL : P3

Pièce jointe : Projet de courrier accompagnant l'arrêté

Original : DDPP 26

Copies : inspecteur signataire, chrono sub 5

1. Contexte

Comme suite à la parution du décret n°2015-1200 du 29/09/2015 et du décret n° du 03/08/2018 modifiant la nomenclature des installations classées, l'exploitant a transmis, par courriers du 13/04/2018 et du 23/07/2018, une mise à jour de la situation administrative de l'installation du CENTRE HOSPITALIER DE VALENCE.

Il informe également de son projet de mise en place de groupes électrogènes en 2021.

Par courrier du 04/09/2018, il informe a posteriori de la cessation d'activité de la blanchisserie transférée à MONTELEGER.

2. Examen de la demande

Rubrique 2910

Les installations sont actuellement composées de 2 chaudières mixtes gaz/fioul de 3,2 MW unitaire, 2 chaudières mixtes gaz/fioul de 2,1 MW unitaire, 2 chaudières gaz de 0,23 MW unitaire, 2 groupes électrogènes fioul domestique de 3,5 MW unitaire, soit actuellement une puissance totale de 18,06 MW.

L'exploitant a pour projet la mise en place de 3 groupes électrogènes de secours supplémentaires d'une puissance totale de 9 MW. Le site serait alors à nouveau sous le régime de l'enregistrement. Les enjeux environnementaux concernant l'ajout de groupes électrogènes sont assez réduits car leur fonctionnement est occasionnel (<500h). Aussi, le bénéfice de l'enregistrement est maintenu pour la rubrique 2910.

Cessation partielle

Cette cessation ne libère pas les terrains. Aucun usage n'est prévu pour le moment. L'exploitant indique qu'il n'est pas concerné par une dépollution des sols car il n'y avait pas d'activités extérieures aux bâtiments et les eaux de process étaient dirigées vers les égouts.

L'exploitant a transmis les éléments relatifs à la cessation d'activités de la blanchisserie conformément à l'article R512-39-1 du code de l'environnement et au 1.6 de l'article 2 de l'arrêté d'autorisation du 06/09/2004.

Il convient d'abroger les dispositions applicables à la blanchisserie mentionnées au E de l'article 3 de l'arrêté du 06/09/2004.

Situation administrative

Le site est désormais classé selon le tableau suivant :

Nature des activités	Installations concernées et volume des activités	Numéro de la rubrique	Régime
Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique minimale est supérieure ou égale à 20 MW mais inférieure à 50 MW	Puissance totale = 20,88 MW	2910-A-1	E

Nature des activités	Installations concernées et volume des activités	Numéro de la rubrique	Régime
Accumulateurs (ateliers de charge d'). La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	Onduleurs Puissance maximale de courant continu utilisable = 932 kW	2925	D
Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant, pour les autres stockages, supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total	21 t de kérosène 25 + 168 t de fioul domestique quantité totale susceptible d'être présente dans les installations = 214 t	4734-2-c)	DC
Oxygène (numéro CAS 7782-44-7). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t	quantité susceptible d'être présente = 18,04 t	4725	D
Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente = 1540 kg	4802-2-a) avec le bénéfice de l'antériorité	DC
Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant inférieure à 50 t	quantité totale susceptible d'être présente = 1 t	4331	NC
Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant inférieur à 100 m³	Volume annuel de carburant distribué = environ 90 m³	1435	NC

Dérogation sur les fréquences de mesures des polluants atmosphériques

Par courrier du 03/10/2018, l'exploitant sollicite une dérogation aux articles 78-III et 78-V de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910.

L'exploitant serait normalement soumis à une mesure semestrielle des NOx et une mesure en continu du CO.

Considérant que parmi la puissance totale de l'installation de combustion de 18 MW, 6,4 MW concernent des groupes électrogènes qui ne fonctionnent qu'en secours au maximum 25 heures par an et que ceux-ci ne sont pas visés par ces contrôles et considérant que parmi les 4 chaudières, une seule est en fonctionnement l'été et 3 au maximum fonctionnent l'hiver (une chaudière étant toujours en redondance des 3 autres) soit une puissance simultanée maximum de 8,7MW,

L'inspection propose d'accorder la dérogation et de fixer une fréquence de mesure annuelle (cf article 10.2.1 du projet d'arrêté). A noter que l'arrêté d'autorisation de 2004 fixait une mesure tous les 3 ans.

Modifications de l'arrêté

Les activités d'utilisation de PCB, de substances radioactives, de réfrigération ou compression, et de traitement et développement de surfaces photosensibles sont soit arrêtées, soit la nomenclature a été modifiée. Aussi, il convient d'abroger les point B, C, D, G et K de l'article 3 de l'arrêté du 06/09/2004.

A noter que l'arrêt des installations de blanchisserie et le changement de nomenclature sur la partie 'radioactivité' induit la suppression des eaux industrielles d'un point de vue ICPE. Aussi, les prescriptions relatives aux rejets aqueux industriels sont supprimés, y compris concernant RSDE.

Par ailleurs, l'arrêté ministériel du 03/08/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 n'impose pas de VLE sur les groupes électrogènes de secours fonctionnant moins de 500h par an. Les groupes électrogènes présents sur le site sont dans ce cas. L'inspection propose de supprimer les VLE fixées à l'article 3-A-6.1.5 de l'arrêté préfectoral du 06/09/2004 sur les 2 groupes électrogènes de secours considérant que les enjeux sont faibles vu la durée de fonctionnement et les mesures difficilement réalisables techniquement (il faut faire tourner exprès les groupes pour avoir des mesures).

3. Propositions de l'inspection des installations classées

L'inspection propose à M. le Préfet de prendre acte de la nouvelle situation administrative, de la cessation d'activité et de la dérogation aux prescriptions ministérielles par arrêté préfectoral sans passage au CODERST. Un projet d'arrêté compilant la réglementation applicable aux différentes rubriques et abrogeant les dispositions devenues obsolètes est joint au présent rapport.

L'inspecteur de l'environnement


Elodie MOUROUX

Vérifié, adopté et transmis,
à monsieur le préfet de la Drôme
Valence, le **29 NOV. 2018**

Pour la directrice,

L'adjoint au chef de l'unité inter-départementale Drôme-Ardèche


Boris VALLAT